

Réunion de la Commission de Suivi de Site Saint-Médard/Sainte-Hélène

**COMPTE RENDU DE LA REUNION
A Saint-Médard en Jalles (33)
Jeudi 6 octobre 2022 – 9h30**

Liste des participants

Collège « Administration de l'Etat »

Peggy HARLE	DREAL
Emmanuel HERVES	DREAL
Jean-Christophe LUC	DREAL
Audrey DURUPT	DREAL
Xavier PROST	Inspecteur des sites, Contrôle Général des Armées
Delphine RENAULT	Inspectrice des installations classées, Contrôle Général des Armées
Boris GARRO	ARS, DD 33
Fabienne JOUANThOUA	ARS DD 33

Collège « Collectivités territoriales »

Claude JOUSSAUME	Elu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, adjoint délégué aux services techniques, Mairie de Saint-Médard en Jalles
Isabelle LACAZEDIEU	Inspectrice du service communal, Mairie de Saint-Médard en Jalles
Renato RISCHARD	Référent sûreté, prévention et sécurité publique, Mairie de Saint-Médard en Jalles
Frédéric CAPOUILLEZ	Directeur de Cabinet Adjoint, Mairie de Saint-Médard en Jalles
Valentin DESIRE	Directeur de la Transition Ecologique et du Développement Durable, Mairie de Saint-Médard en Jalles

Collège des riverains

Fabrice ROBERT	Représentant des habitants des quartiers ouest, Saint-Médard en Jalles
Martine LEBLOND	SEPANSO

Collège « Exploitants »

Wendy AUDIO

Olivier HERMANN

Pierre CADILLON

Marie GAUDRE

Thierry LATHUILLIERE

Angélique PIETRI

Nicolas FOUCARD

Emmanuel LLORCA

Arnaud DEMANGEOT

Franck PETTINI

Magali LANGE

Frédéric GALICHON

Ingénieur SSE, Roxel Group Saint Médard en Jalles

Directeur d'établissement, Roxel Group Saint Médard en Jalles

Responsable SSE, Roxel Group Saint Médard en Jalles

Directrice d'établissement, ArianeGroup, établissements de Saint-Médard en Jalles et son site rattaché de Sainte-Hélène

Responsable environnement, ArianeGroup, établissements de Saint-Médard en Jalles et son site rattaché de Sainte-Hélène

Ariane Group, site de Candale

Ariane Group, site de Candale, Directeur de site

Représentant de la CSSCT, ArianeGroup Saint-Médard-en-Jalles

Secrétaire de la CSSCT du site de Candale, ArianeGroup

Adjoint au Directeur de DGA EM, Chef du site Gironde

Chargée de protection environnement, DGA EM, Site Gironde

Chargé de protection de l'environnement, DGA EM, Saint-Médard en Jalles

Ordre du jour

- Bilan de l'activité des établissements et des nouveaux projets (par les industriels)
- Bilan des inspections (par le Contrôle Général des armées et la DREAL)
- Autre sujet souhaité à l'initiative des participants

Documents associés

Annexe 1 : Présentation Ariane Group Saint-Médard et Sainte-Hélène
Annexe 2 : DREAL AGS Saint-Médard et Sainte-Hélène
Annexe 3 : Présentation Roxel
Annexe 4 : Présentation DREAL Roxel
Annexe 5 : Présentation ArianeGroup Candale
Annexe 6 : Présentation CGA Candale
Annexe 7 : Présentation DGA EM
Annexe 8 : Présentation CGA DGA EM

9h30 – Début de la réunion

M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, ouvre la séance.

Bilan de l'activité des établissements et des nouveaux projets (par les industriels) et Bilan des inspections (par le Contrôle Général des armées et la DREAL)

I ArianeGroup, sites de Saint-Médard en Jalles et de Sainte-Hélène

A Présentation de l'exploitant

1 Actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût

Mme LEBLOND, SEPANSO, demande une extraction papier des diapositives projetées du fait de leur difficile lisibilité. Elle demande pour la prochaine CSS la possibilité de recevoir les présentations des exploitants avant la CSS.

M. HERVES, DREAL, indique qu'il sera possible d'envoyer les présentations à l'ensemble des participants de la CSS au plus tard la veille de la tenue de celle-ci.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, présente les actions réalisées en 2021 pour un total de 1 450 K€.

Concernant le site de saint-Médard-en-Jalle, des programmes de dépollution ont été engagés pour traiter les pollutions historiques. Plus de 10 tonnes de perchlorate ont été extraites. La surveillance du perchlorate dans la Jalle, en constante diminution, démontre l'efficacité de ces opérations.

Par ailleurs, L'exploitant mène quatre campagnes par an de surveillance de la qualité de l'air à Saint-Médard en Jalles lors d'un brûlage de déchets pyrotechniques. Un bureau d'études a été mandaté. Les premières interprétations sont attendues dans le courant de l'année 2023.

Concernant le site de Sainte-Hélène, des dépassements de valeurs autorisées d'émanation de poussières ont conduit l'exploitant à installer un étage de filtration complémentaire à la fin de l'année 2021. Malgré ces travaux et l'installation des meilleures technologies disponibles, les objectifs ne sont toujours pas tenus. Des expertises sont en cours pour le comprendre. Les calculs d'impact sanitaire démontrent toutefois que le niveau de risque est inférieur à la valeur toxicologique de référence.

2 Bilan du système de gestion de la sécurité

Le système de gestion de la sécurité a obtenu, pour l'année 2021, un indicateur de performance global de 87 %.

3 Décisions individuelles administratives de l'installation

Suite au malaise, occasionné par des fumées, de 34 personnes du collège Aliénor d'Aquitaine à Martignas-sur-Jalle le 13 octobre 2021, une inspection de la DREAL a été réalisée sur le site de Saint-Médard-en-Jalles le même jour. L'enquête réalisée en interne et les modélisations effectuées par un bureau d'études spécialisé ont conduit l'administration à autoriser la reprise des brûlages de propergol. Les modélisations, basées sur les seuils les plus pénalisants, ont conclu que l'exploitant n'était pas à l'origine des gênes.

4 Compte rendu des accidents et incidents

Deux incidents de rejets de perchlorate d'ammonium dans la Jalle sont survenus en juin 2022, lors d'une opération de test de réseaux historiques, et lors d'un orage de grêle au cours duquel la station de pompage n'a pas fonctionné. Des mesures correctives et préventives ont été prises suite à ces deux incidents.

5 Point sur le sinistre grêle

Mme GAUDRE, Directrice de site, ArianeGroup, explique que l'orage de grêle qui s'est abattu le lundi 20 juin a endommagé 140 sur les 200 bâtiments actifs du site, dont les deux tiers ont une toiture amiante. 80 % de l'activité a été arrêtée le lendemain. Plusieurs bâtiments amiantés sont toujours inaccessibles.

L'Entreprise s'est organisée en gestion de crise pour prendre les premières décisions de mise en sécurité, puis en mode projet pour traiter les suites du sinistre et gérer la reprise progressive de l'activité qui s'étalera jusqu'en février 2023.

B Bilan des inspections de la DREAL

M. HERVES, DREAL, indique que la DREAL a traité deux dossiers de modification pour le site de Sainte-Hélène : une augmentation de la capacité de stockage de perchlorate d'ammonium (soldée) et une demande de stockage temporaire de perchlorate d'ammonium en containers maritimes (en cours).

Une inspection a été menée le 9 juin 2022 et a conclu à 1 non-conformité et 9 observations.

Pour le site de Saint-Médard, la DREAL traite deux dossiers : l'évolution de la nature des matières comburantes stockées dans le bâtiment FS 1 (soldé) et une demande de diminution des contraintes encadrant les brûlages des déchets de propergol (en cours).

Une inspection a été menée le 25 janvier 2022 suite au premier dépassement en perchlorate sur la Jalle. Il en a résulté un APC et un APMD.

M. GARRO, ARS DD 33, rappelle les recommandations sanitaires de valeurs seuils pour le paramètre perchlorate dans l'eau destinée à la consommation humaine et explique comment l'ARS a géré les alertes transmises par ArianeGroup. Grâce aux mesures prises, aucune anomalie n'a été relevée dans l'eau distribuée.

M. HERVES, DREAL, indique qu'une inspection de la DREAL a été menée le 13 octobre 2021 suite à l'événement d'intoxication au collège de Martignas-sur-Jalle. Un Arrêté préfectoral de Mesures d'urgence (APMU) a été pris afin de réaliser des contrôles avant la remise en fonctionnement des installations de brûlage. L'étude tend à démontrer que les opérations de brûlage de l'exploitant n'étaient pas à l'origine de l'incident. Une enquête judiciaire est toujours en cours pour l'élucider.

L'inspection du 20 octobre 2021 sur la thématique des Quotas de Gaz à effets de serre s'est soldée par 3 écarts et 2 observations.

L'inspection du 29 octobre 2021 sur la thématique PM2I et ESP s'est soldée par 8 observations et aucun écart.

L'inspection du 25 janvier 2022 portant sur le bâtiment FS1 et les canalisations débouchant sur la Jalle, s'est soldée par l'APC et l'APMD sur les canalisations du 8 août 2022.

L'inspection du 24 juin 2022, un exercice POI inopiné, a permis de relever la bonne réactivité de l'exploitant et de son sous-traitant malgré les conditions compliquées.

M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, souligne la volonté de la municipalité d'entretenir un dialogue de confiance et de transparence avec les exploitants. Il exprime le souhait de la municipalité d'être informée au plus tôt des incidents.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, déclare avoir proposé à Bordeaux Métropole et Suez une mise à jour de la convention intégrant la municipalité, mais n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, s'enquiert des mesures prises pour éviter la pollution de la Jalle lors des opérations de nettoyage des réseaux.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, précise que le protocole mis en place prévoit l'obturation de la partie débouchante de la canalisation.

M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, suggère de relancer la dynamique de nettoyage des abords de Jalle.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, explique que les encombrants collectés lors d'une grosse opération menée l'année précédente n'ont pas encore été évacués, mais le seront prochainement. L'exploitant se déclare en faveur de la pérennisation de ces opérations collectives.

Mme LEBLOND, SEPANSO, observe une baisse du volume de déchets. Elle s'enquiert du projet de passe à poissons sur la Jalle.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, déclare des difficultés avec l'administration pour instruire le projet, mais l'exploitant poursuit l'objectif de le réaliser l'année prochaine.

M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, s'enquiert de la présence d'amiante dans l'environnement suite au sinistre grêle.

Mme GAUDRE, Directrice de site, ArianeGroup, assure que les mesures réalisées mettent en évidence l'absence de fibres dans l'atmosphère.

Mme LEBLOND, SEPANSO, demande des précisions sur la demande d'assouplissement des conditions de brûlage.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, explique que l'arrêté autorise actuellement à brûler quand le vent souffle entre 10 et 40 km/h, l'exploitant demande que ce créneau soit de 5 à 20 km/h. Cette mesure permettrait de réduire le risque pyrotechnique engendré par le stockage de déchets.

Mme GAUDRE, Directrice de site, ArianeGroup, ajoute qu'en l'absence de brûlages et sans possibilité d'augmenter son stock, l'exploitant pourrait être contraint d'arrêter sa production stratégique. La demande vise donc à poursuivre la production sans générer de problème sanitaire.

Mme LEBLOND, SEPANSO, souhaite savoir si l'exploitant avait connaissance du caractère unitaire du réseau d'évacuation avant l'incident de rejet de perchlorate.

Mme GAUDRE, Directrice de site, ArianeGroup, explique que le plan de réseau n'est pas strictement à jour.

M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, signale des interpellations d'habitants sur les brûlages effectués pendant les incendies, qui s'interrogeaient sur une possible gêne à la dispersion.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, note que le ressenti est très subjectif. Les mesures de valeurs de la qualité de l'air de Saint-Médard en Jalles permettront peut-être de les objectiver.

Mme LEBLOND, SEPANSO, souhaite savoir si les travaux sur la station de pompage à l'origine du 2ème incident de juin 2022 permettent de prévenir la survenue d'un nouvel incident.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, répond que la pompe est remise en fonctionnement, toutefois il n'est pas possible de revoir les installations sur la base d'un événement ponctuel d'une telle violence.

M. ROBERT, Représentant des habitants des quartiers ouest de Saint-Médard en Jalle, suggère de relayer, sur le site de la municipalité, une présentation succincte des activités des sites, et les comptes rendus des CSS, pour rassurer la population. Il s'enquiert de la possibilité de réaliser des brûlages de nuit.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, répond qu'ils sont déjà pratiqués, mais souvent, la nuit, le vent n'est pas assez fort.

M. ROBERT, Représentant des habitants des quartiers ouest de Saint-Médard en Jalle, s'enquiert de la possibilité d'installer un bassin de rétention pour éviter les débordements.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, explique que le sujet a été étudié, mais le bassin-versant présente une telle surface que la quantité d'eau à retenir est trop importante.

M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, informe la CSS que le site de la municipalité héberge un document de présentation auquel ont collaboré les exploitants. Il propose de renvoyer vers le site de la DREAL pour communiquer sur les CSS.

Mme HARLE, DREAL, rappelle que tous les rapports d'inspection, sauf parties confidentielles, sont consultables sur le site <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Mme LACAZEDIEU, Inspectrice service communal, Mairie de Saint-Médard en Jalles, demande des précisions sur l'impact, en nombre de jours, de la demande de modification des conditions de brûlage.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, précise que la modification augmenterait la quantité de brûlage de 13 %, soit 20 à 30 brûlages supplémentaires par an.

M. HERVES, DREAL, indique que le dossier est en cours d'instruction. Il rappelle que l'arrête préfectoral qui encadre les activités d'ArianeGroup prévoit une diminution puis un arrêt du tonnage brûlé d'ici 2030. L'exploitant développe un projet de four.

Mme GAUDRE, Directrice de site, ArianeGroup, confirme que les études sont en cours.

M. ROBERT, Représentant des habitants des quartiers ouest de Saint-Médard en Jalle, s'enquiert du fonctionnement de la station biologique.

Mme GAUDRE, Directrice de site, ArianeGroup, répond qu'elle fonctionne bien et n'a pas été impactée par la grêle.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, interroge l'ARS sur une possible évolution de la recommandation du Ministère de la Santé dans l'eau potable suite à la mise à jour de la valeur toxicologique de référence de perchlorate par l'ANSES.

M. GARRO, ARS indique que le Ministère a saisi l'ANSES pour mesurer l'impact de cette mesure. Une réflexion est en cours.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, interroge l'ARS sur les procédures de fermeture du captage d'eau potable en cas de déversement de perchlorate dans la Jalle. Il note que toutes les préfectures n'ont pas la même stratégie.

Mme JOUANTHOUA, ARS DD 33, explique ce choix par l'obligation de délivrer une eau ne présentant pas de risque sanitaire pour les consommateurs. Dans l'éventualité où ces forages ne pourraient pas être arrêtés, la restriction de consommation pour les nourrissons et les femmes allaitantes serait à communiquer à 390 000 personnes (ensemble des habitants alimenté par cette ressource) avec mise à disposition d'eau embouteillée pour les publics concernés et communication sur l'origine de la contamination.

II ROXEL établissement Sud

A Présentation de l'exploitant

1 Actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût

Mme AUDO, Ingénieur SSE, Roxel, détaille les 637K€ dépensés en 2021 sur la prévention des risques. Le système de bilan de la sécurité obtient, pour l'année 2021, un indicateur de performance de 86 %.

6 Compte rendu des accidents et incidents

Le 5 mai 2022, un bloc de propergol Homogène a pris feu au bâtiment HU2. Les moyens de sécurité ont fonctionné. L'incident n'a pas fait de victime, n'a causé que peu de dégâts matériels et n'a pas eu d'impact environnemental.

Plusieurs actions correctives ont été mises en place lors d'un incendie à l'arrière d'un stand de tir suite à l'éclatement pneumatique d'un tir d'étude en 2020.

7 Décisions individuelles administratives de l'installation

Deux inspections de la DREAL se sont déroulées en 2022. Celle du 11 février 2022 visait à effectuer un bilan des inspections précédentes et la levée d'une mise en demeure d'une inspection de mai 2021. Celle du 12 mai 2022 visait à vérifier la gestion des entreprises extérieures.

8 Point sur le sinistre grêle

La tempête a touché 139 bâtiments, dont 50 % avec une toiture amiantée. La production industrielle a été immédiatement arrêtée. Une stratégie de redémarrage en plusieurs étapes a été mise en place. Les toitures amiantées seront progressivement remplacées par des bacs aciers d'ici décembre 2023.

9 Projet MORPHEUS

Le projet MORPHEUS, pour Modernisation de l'Outil Roxel et des Performances Hygiène et Environnement de l'Usine SD fait l'objet d'un pilotage en équipe projet avec les autorités. Les études se poursuivent. La réalisation de l'usine pilote devrait survenir en 2023.

B Bilan des inspections de la DREAL

M. HERVES, DREAL, déclare deux dossiers en cours de traitement. L'inspection du 11 janvier 2022 visait à faire le bilan de deux inspections passées. Un écart a été relevé. L'inspection du 12 mai 2022, qui avait pour thématique le suivi de la sous-traitance, s'est soldée par 30 observations de nature documentaire.

M. ROBERT, Représentant des habitants des quartiers ouest de Saint-Médard en Jalle, souhaite savoir si le site est certifié ISO14001.

Mme AUDO, Ingénieur SSE, Roxel, le confirme.

M. LATHUILLIERE, Responsable environnement, ArianeGroup, ajoute qu'ArianeGroup dispose d'une certification en interne reconnue équivalente à la certification ISO14001 par Bureau Veritas.

III ArianeGroup, site de Candale

A Présentation de l'exploitant

1 Décisions individuelles administratives de l'installation

Mme PIETRI, ArianeGroup, site de Candale, indique qu'il n'y a pas eu d'évolution sur les autorisations administratives depuis le décret d'autorisation d'exploiter du 10 octobre 2014.

La dernière inspection de l'autorité de tutelle, le Contrôle Général des Armées, s'est déroulée le 28 septembre 2022. Les conclusions du rapport n'ont pas encore été transmises.

10 Actualités du site

Aucun incident environnemental n'est survenu depuis la dernière CSS. Le départ d'incendie sur un luminaire, le 13 juin 2022, a été maîtrisé par les moyens du site.

Le dernier exercice POI s'est tenu le 14 mars 2022. Un plan d'actions a été mis en place pour renforcer la formation des acteurs.

Le site s'est engagé dans une démarche de performance environnementale qui a permis de réduire la consommation électrique de 15 % depuis 2017.

Les rejets aqueux et atmosphériques sont conformes à l'autorisation d'exploiter.

B Bilan des inspections du Contrôle Général des Armées

M. PROST, inspecteur des sites, Contrôle Général des Armées, indique que l'inspection du site a été effectuée le 8 septembre 2022. Elle s'est soldée par 4 non-conformités mineures et 11 remarques. Une seconde inspection s'est tenue le 28 septembre 2022. La prochaine aura lieu en 2023.

Quatre dossiers sont en cours d'instruction, mais aucun ne porte sur une modification des installations.

M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, s'enquiert de l'impact de l'orage de grêle.

M. FOUCARD, ArianeGroup, site de Candale, répond qu'il n'a occasionné que peu de dégâts, et aucun sur des bâtiments de production.

M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, s'étonne de la survenue d'un incendie de luminaire compte tenu des contrôles réalisés sur les systèmes électriques.

M. FOUCARD, ArianeGroup, site de Candale, assure que les systèmes de détection ont bien fonctionné. Les luminaires obsolètes ont été remplacés.

IV. DGA Essais de Missile, Site Gironde

A Présentation de l'exploitant

1 Bilan du système de gestion de la sécurité

M. GALICHON, chargé de protection de l'environnement, DGAEM, Saint-Médard en Jalles, explique qu'aucune évolution notable des activités pyrotechniques n'est à signaler. Le POI a été mis à jour en 2020. L'exercice POI réalisé en 2022 s'est bien déroulé.

6 Accidents du travail et 2 accidents de trajet sont survenus en 2021.

Plusieurs catégories de Mesures de Maîtrise des Risques ont été mises en place. En 2021, DGA EM a réalisé 61 sensibilisations, 3 réunions trimestrielles du domaine sécurité pyrotechnique et 101 plans de prévention. Sur les MMR techniques ou passives, 875 éléments ont été suivis en CVPO en 2021.

11 Actions de prévention des risques

Quatre actions de prévention des risques ont été mises en œuvre en 2021.

12 Inspections et audits

L'audit de renouvellement pour la certification ISO14001 s'est déroulé en mars 2022.

B Bilan des inspections de la DGA

M. PROST, inspecteur des sites, Contrôle Général des Armées, indique que l'inspection du site des 6 et 7 septembre 2021 a abouti à 1 non-conformité majeure, 3 non-conformités mineures et 12 remarques.

L'inspection de l'année 2022 s'est déroulée les 26 et 27 septembre.

Le dossier en cours d'instruction porte sur une évolution du champ réglementaire. Le décret est presque finalisé.

Mme LEBLOND, SEPANSO, demande des précisions sur la non-conformité majeure relevée lors de l'inspection.

M. PROST, inspecteur des sites, Contrôle Général des Armées, précise qu'elle porte sur le retard pris dans les travaux de renforcement des vitrages de la cantine et de la maison d'hôte.

M. PETTINI, Directeur de site, DGEAM, Site Gironde, ajoute que les travaux seront réalisés en 2023.

Autre sujet souhaité à l'initiative des participants

Il n'y a pas d'autre sujet.

En l'absence d'autres questions, M. JOUSSAUME, élu délégué à la valorisation et à l'entretien des équipements, Mairie de Saint-Médard en Jalles, lève la séance.

12 h 30 – Clôture de la réunion
